

Jacqueline Sainclivier

# La Bretagne de 1939 à nos jours

EDITIONS OUEST-FRANCE





## **L'histoire aux Editions Ouest-France :**

### **Histoire de la Bretagne**

*Préhistoire de la Bretagne* (P.-R. Giot, J. L'Helgouach, J.-L. Monnier)

*Protohistoire de la Bretagne* (P.-R. Giot, J. Briard, L. Pape)

*La Bretagne des saints et des rois* (A. Chédeville, H. Guillotel)

*La Bretagne féodale* (A. Chédeville, N.-Y. Tonnerre)

*Fastes et malheurs de la Bretagne ducale 1213-1532* (J.-P. Leguay, H. Martin)

### **Histoire de la Provence**

*La Provence des origines à l'an mil* (M. Bats, G. Camps, P.-A. Février, M. Fixot, J. Guyon, J. Riser)

### **Histoire de la Savoie**

*La Savoie des origines à l'an mil* (J. Prieur, A. Bocquet, M. Colardelle, J.-P. Leguay, J. Loup, J. Fontanel)

*La Savoie de l'an mil à la Réforme* (R. Brondy, B. Demotz, J.-P. Leguay)

*La Savoie de la Réforme à la Révolution* (R. Devos, B. Gersperrin)

*La Savoie de la Révolution à nos jours* (A. Palluel-Guillard, C. Sorrel, G Ratti, A. Fleury, J. Loup)

ISBN : 978-2-73-735172-3

© OUEST-FRANCE 1989

Extrait de la publication

*N.B. : Dans les tableaux, sauf indication contraire, les chiffres concernent les cinq départements bretons.*







# **PREMIERE PARTIE**

## **LA BRETAGNE DANS LA TOURMENTE**

### **(1939-1944)**

De 1939 à 1945, la Bretagne comme le reste de la France se trouva confrontée à la guerre, puis à l'occupation ; pour la première fois dans son histoire depuis son rattachement à la France, la Bretagne était envahie. Région stratégique par sa situation maritime à la pointe occidentale de l'Europe, non loin de la route empruntée par les convois entre les États-Unis et le Royaume-Uni, la densité d'occupation sur son sol fut très forte, particulièrement sur les côtes et dans les grands ports, ne serait-ce qu'à cause de la présence de bases navales importantes comme Brest et Lorient.

Province rurale et maritime, la Bretagne fut l'objet d'une double convoitise, celle des Alliés et celle des Allemands en raison de sa position stratégique, certes, mais aussi de ses ressources agricoles. En effet, la construction du mur de l'Atlantique, les bases navales pesèrent lourdement sur le déroulement de la guerre en Bretagne et en particulier sur la durée de l'occupation puisque deux de ses ports (Lorient et Saint-Nazaire) furent occupés jusqu'à la capitulation allemande du 8 mai 1945.

Enjeu de cette guerre, la population bretonne ne se contenta pas d'être objet, mais entendit bien être sujet actif, ce qu'elle démontra très rapidement, même si, bien sûr, elle était traversée de courants tout aussi contradictoires que l'ensemble de la France.



## CHAPITRE PREMIER

### A LA VEILLE DE L'OCCUPATION

La Bretagne de 1939 donnait l'image d'une province agricole, ayant conservé ses traditions, certains archaïsmes où l'Église et le château jouaient un rôle non négligeable ; c'était du moins le cliché véhiculé dans la presse et repris par l'opinion publique française. La réalité était plus complexe car la Bretagne connaissait les mêmes hésitations, les mêmes oppositions que le reste du pays tout en présentant des particularités qui lui étaient propres et qui influencèrent son destin en 1939/1940.

#### **A - La situation de la Bretagne en 1939**

##### *La vie économique et sociale*

La population bretonne avait été atteinte dans ses forces vives par la Première Guerre mondiale ; les pertes en hommes (environ 19 % de la population mobilisée) ont eu sur le long terme des conséquences graves sur la démographie de la région. En effet, il s'ensuivit une diminution du nombre des naissances ce qui a entraîné pendant l'entre-deux-guerres une stagnation du chiffre de la population (environ trois millions d'habitants). Cette stagnation cachait aussi des mouvements migratoires vers la région parisienne et, plus encore, à l'intérieur de la région vers Nantes-Saint-Nazaire et vers Rennes.

C'était en effet l'ensemble Nantes-Saint-Nazaire qui à cette date était le seul grand pôle industriel de la Bretagne (constructions navales, métallurgie, agro-alimentaire avec l'entreprise LU...), l'ensemble de l'économie bretonne étant dominée par l'agriculture. En dehors de ce pôle industriel, les entreprises étaient souvent localisées soit sur le littoral

ral, soit dans quelques villes de l'intérieur comme Rennes et Fougères. Sur les côtes, l'activité industrielle est liée à la pêche (sardines, thons, morue à Saint-Malo) avec les conserveries de poisson, tandis que l'arrière-pays agricole alimentait de multiples conserveries de légumes, la fabrication industrielle de charcuteries (pâté Hénaff...).

À la veille de la guerre, le littoral connaissait une croissance de son industrie agro-alimentaire, tandis que l'approche de la guerre redonna vie à la construction navale à Saint-Nazaire et aux arsenaux de Brest, Lorient, Rennes et Saint-Nazaire. Près des deux tiers des navires de combat à flot de la Marine nationale sortaient de quatre chantiers navals bretons : Brest, Nantes, Saint-Nazaire et Lorient. Dans les autres secteurs industriels, le bâtiment et plus encore la chaussure à Fougères renouèrent avec la croissance après une période de crise. Cette reprise n'était d'ailleurs pas particulière à la Bretagne.

Quant à l'agriculture, elle occupait plus de la moitié de la population active. Elle se caractérisait par la prédominance de la polyculture sauf sur le littoral spécialisé dans les primeurs qui étaient exportés vers les autres régions françaises et vers le Royaume-Uni. C'était aussi une agriculture où les petites exploitations étaient prépondérantes puisque plus de la moitié d'entre elles étaient inférieures à 10 hectares (moyenne française = 12 ha) ce qui s'explique en partie par l'importance du faire-valoir direct ; 54 % des exploitants étaient des propriétaires-exploitants ne disposant pas de capitaux suffisants pour acheter de nouvelles terres et pratiquant une agriculture familiale. Parce que les exploitations étaient petites et parce qu'elles étaient entre les mains de petits propriétaires, l'agriculture bretonne était mécanisée, mais peu motorisée malgré les efforts des offices départementaux agricoles. Il s'agissait donc d'une agriculture qui était encore en grande partie une agriculture d'autosubsistance avec quelques secteurs plus modernes comme les primeurs.

L'industrie comme l'agriculture montrait une image de la Bretagne effectivement peu dynamique, toutefois la région ne restait pas à l'écart du progrès comme le montre le développement de l'électrification et celui du tourisme. L'électrification correspond à une volonté gouvernementale, si bien qu'en 1939, seules 139 communes sur les 1 500 environ que comprend la Bretagne n'étaient pas équipées. Mais ce chiffre ne doit pas masquer la réalité : dans la plupart des communes rurales, l'électrification ne concernait que le bourg et non les hameaux, qui dans cette région d'habitat très dispersé rassemblaient la plus grande partie de la population.

Enfin, la modernisation pénétra aussi en Bretagne par le biais du tourisme. Certes, il n'était pas nouveau mais les congés payés de 1936 avaient entraîné le développement d'un tourisme familial et populaire (environ 500 000 vacanciers pendant l'été 1939) qui favorisa la construction d'hôtels, de pensions de famille s'ajoutant aux villas construites antérieurement pour une clientèle plus bourgeoise, phénomène qui joua un rôle lors de l'exode de juin 1940.

L'économie bretonne était donc une économie soumise à une tension constante entre archaïsme et modernité. Ce double visage où le fait conservateur est encore puissant, se retrouve dans la société, en particulier avec le poids de l'Église. Celle-ci continuait d'encadrer solidement la société bretonne ; le clergé était abondant et les fidèles nombreux malgré un début de déchristianisation dans les ports et certaines régions de l'intérieur. Sa présence (son omniprésence ?), l'Église la manifestait par la vitalité des monastères, des petits et des grands séminaires, par son occupation de l'espace avec les innombrables processions : pardons pour tel ou tel saint, surtout ceux de Saint-Yves et celui de Sainte-Anne-d'Auray où se trouve le Mémorial des Bretons pendant la Grande Guerre, pardon des terre-neuvas à Saint-Malo, procession de la Fête-Dieu, processions lors des communions solennelles, des confirmations, etc. L'Église était aussi très présente dans l'enseignement ; les écoles primaires privées regroupaient souvent plus de la moitié des élèves du primaire. En même temps, une certaine ouverture était manifeste avec le développement de l'Action catholique en particulier dans la jeunesse, commençant à renouveler les formes traditionnelles d'engagement des jeunes catholiques. La Jeunesse Maritime Chrétienne (JMC) créée par le père Lebret se développa d'abord à Saint-Malo et à l'île de Sein à partir de 1930 ; de même la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et un peu plus tardivement la Jeunesse Agricole Chrétienne (JAC) donnèrent à ces jeunes une formation durable, ils devinrent souvent après la Seconde Guerre mondiale des cadres dynamiques dans leurs syndicats respectifs.

La société dans son ensemble est encore largement dominée par les forces traditionnelles. Le monde rural est largement majoritaire en Bretagne ; les secteurs secondaire et tertiaire se développent, même si comme ailleurs ils restent minoritaires. Cependant, la croissance de l'industrie comme des services était une croissance extérieure à la région liée à l'implantation d'usines d'armement (cf. à Nantes, la Société nantaise de construction mécanique filiale d'Hotchkiss-Brandt en 1937), liée à une administration puissante (armée, justice...) et donc ne provenait pas des forces propres à la région.

Cette vie économique et sociale qui s'adaptait lentement et comme à regret au monde moderne, se reflétait dans la situation politique de la Bretagne.

*La vie politique*

La Bretagne lors des élections législatives de 1936 avait voté dans l'ensemble contre le Front Populaire, la majorité des voix et des sièges revenait à la droite conservatrice et modérée. Ce furent les électeurs du Trégor, de la Haute-Cornouaille et de la Basse-Loire qui élirent des candidats du Front Populaire. Toutefois, si la Bretagne votait à droite, elle n'était pas pour autant favorable à l'extrême droite.

Si les partis de droite n'étaient guère organisés et n'avaient pas de base militante, les partis de gauche, de loin les mieux structurés, étaient bien implantés. La SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière) quadrillait toute la province au minimum à l'échelon de l'arrondissement, le plus souvent à celui du canton, voire de la commune, tandis que le PCF, très faible en 1936, vit le gonflement de ses effectifs à la suite de la victoire du Front Populaire, même si en 1938 on pouvait noter une certaine stagnation comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau n° 1 : Nombre d'adhérents au PCF (d'après la communication de C. Bougeard et J. Sainclivier au colloque sur *Les Communistes de Munich à Châteaubriant*, cf. bibliographie).

	septembre 1937	décembre 1938
Côtes-du-Nord	1 600	725
Finistère	1 800	?
Ille-et-Vilaine	650	793 (?), 900 (?)
Loire-Inférieure	1 621	1 100
Morbihan	200	310

Dans l'ensemble, le PCF avait tout naturellement des positions solides chez les cheminots, les dockers, les grandes entreprises, chez les marins ; en revanche, il n'était pratiquement pas présent dans le monde rural. Le parti radical-socialiste en Bretagne appartenait également à la mouvance de gauche parce qu'il était le défenseur de l'école laïque ; or, la défense ou le refus de la laïcité déterminait dans notre région l'appartenance à la gauche ou à la droite indépendamment de toute autre consi-

dération. Ainsi au moment même où, à Paris, le gouvernement de Daladier (radical-socialiste) était allié à la droite, localement les radicaux-socialistes étaient perçus comme proches de la SFIO et du PCF. En fait, à la différence de ces deux partis, le parti radical-socialiste ne se réclamait pas du marxisme. En outre, toute son organisation était beaucoup plus lâche que celle de la SFIO et du PCF et s'appuyait essentiellement sur un réseau de notables conseillers généraux, professeurs. C'étaient les radicaux qui représentaient le courant républicain — Bleu —, incarnant les valeurs de la Révolution et plus encore de la III<sup>e</sup> République.

Les syndicats — qu'il s'agisse de la CGT réunifiée depuis 1936 ou de la CFTC — étaient très inégalement répartis à la fois à cause de la très grande inégalité de répartition géographique de l'industrie et d'une très grande différence de structure des entreprises. La syndicalisation la plus forte s'était effectuée dans les arsenaux, les ports, la métallurgie, la chaussure... La CGT, dominée par les socialistes, était le syndicat ouvrier le plus puissant, mais la CFTC — et c'est une originalité de la Bretagne — était également assez bien implantée, surtout chez les employés.

Le monde rural était aussi très fortement syndiqué. Il s'agissait d'un syndicalisme refusant la lutte des classes et rassemblant grands propriétaires, notables et exploitants dans un même syndicat. Toutefois, pendant une brève période de l'entre-deux-guerres une forme originale de syndicalisme agricole était apparue où pour la première fois les cultivateurs-exploitants avaient eu leur propre syndicat ; de ce syndicalisme émergèrent de nouveaux dirigeants du monde paysan qui eurent une influence pendant la guerre. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le syndicalisme agricole breton était nettement traditionnel ; il se caractérisait par un syndicalisme de services offrant des prestations intéressantes financièrement pour les agriculteurs. Le plus important en 1939 était l'Office central des associations agricoles de Landerneau qui regroupait 569 syndicats soit 45 000 adhérents qu'il approvisionnait en engrais, semences, matériel et auxquels il proposait également des mutuelles, etc.

Politiquement et syndicalement la région avait au fond un mode d'expression conforme à sa situation économique et sociale. Cependant son héritage culturel original était visible sur le plan politique à travers le mouvement breton. Ce dernier était très divisé et comprenait aussi bien des régionalistes favorables à une certaine autonomie que des partisans de l'indépendance qui entendaient y parvenir soit dans la légalité soit, pour

les plus extrémistes, par la violence. Politiquement, le mouvement breton avait très peu d'influence mais les prises de position en faveur du régime de Vichy, voire en faveur de l'Allemagne nazie émanant de ses représentants les plus extrémistes pesèrent lourd sur son évolution ultérieure.

### *L'impact de la guerre civile espagnole*

Parmi les principaux événements internationaux de l'immédiat avant-guerre, ce fut sans doute la guerre civile espagnole qui eut le plus de répercussions sur la région. La population civile bretonne se sentit très vite concernée par cette guerre, ne serait-ce que par les compte-rendus qu'en faisait la presse locale, soit en dénonçant les républicains lors d'exactions dirigées contre le clergé espagnol, soit en faisant prendre conscience du drame vécu par les populations civiles lorsque les premiers réfugiés furent accueillis en France. Leur accueil fut d'abord organisé dans le sud du pays ; devant l'aggravation de la situation en Espagne, la zone d'hébergement avait été étendue à 14 départements du nord de la Loire à partir de mars 1937 dont en Bretagne le Finistère, l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan.

A l'origine, plusieurs associations, partis, syndicats aidèrent les réfugiés, intervenant souvent en ordre dispersé auprès des administrations ; pour y remédier, des comités de coordination furent créés parfois tardivement comme celui de Rennes le 27 avril 1939. Ces comités rassemblaient en général les syndicats, les partis de gauche, la Ligue des Droits de l'Homme, etc. Combien d'Espagnols la Bretagne a-t-elle accueilli? De 1937 à 1939, leur nombre avait beaucoup varié et souvent les premiers arrivés n'étaient plus dans les camps créés dans les départements. En effet, les familles s'étaient peu à peu regroupées, avaient trouvé du travail, un logement, mais même pour les derniers arrivés il est difficile de trouver des statistiques fiables. Quoi qu'il en soit, l'arrivée des réfugiés espagnols eut pour effet de sensibiliser l'opinion au fascisme tout en renforçant les clivages nés du Front Populaire.

A la veille de la guerre, la Bretagne était donc fondamentalement une région marquée par le souvenir de la guerre 14-18, mais elle subissait aussi, atténués, les contrecoups de l'évolution générale du pays.

## **B - La « drôle de guerre »**

Lorsque la guerre se déclencha le 1<sup>er</sup> septembre 1939, la Bretagne fut touchée comme le reste du pays par l'ordre de mobilisation

générale ; la présence sur son sol de bases navales importantes lui donna en outre un rôle clé pour la maîtrise de la mer, essentielle pour les liaisons avec l'allié britannique et avec l'Empire colonial. Toutefois, les Bretons n'imaginaient guère que toute la population allait bientôt être concernée.

### *L'activité militaire*

Dans tous les foyers, la mobilisation générale raviva les souvenirs de la Première Guerre mondiale. Le tribut payé par les Bretons entre 1914 et 1918 avait été lourd, que ce soit les morts sur le front ou les innombrables invalides, en particulier les gazés souvent décédés dans les deux ou trois années qui suivirent la fin de la guerre. La flamme du Souvenir était régulièrement entretenue par les associations d'Anciens Combattants lors du 11 novembre qui se voulait mémoire plus que triomphe, et qui pour les Anciens Combattants de 14-18 n'avait de sens que si leur guerre était la dernière. Aussi lorsque la mobilisation générale fut décrétée au début de septembre 1939, la gravité et la résignation étaient les sentiments dominants beaucoup plus encore qu'en 1914. C'étaient les fils des Anciens Combattants de 14-18 qui partaient à la guerre à peine 20 ans après la fin du premier conflit, parfois les plus jeunes des anciens de 14-18 étaient à nouveau mobilisés.

Se référant à la guerre précédente, l'état-major français avait estimé que la prochaine guerre serait une guerre de position, d'où la construction de la ligne Maginot mais uniquement sur la frontière franco-allemande afin de ménager la neutralité de la Belgique et du Luxembourg ; tout le système militaire français était fondé sur une conception défensive, rien n'était prévu dans le cas d'une guerre de mouvement. Les premières opérations semblèrent donner raison aux stratégies de l'état-major puisque la *Wehrmacht* portait son effort sur la Pologne, tandis qu'à l'Ouest les rares opérations entreprises eurent lieu dans la région de la Sarre pendant les trois premières semaines de la guerre avant la défaite de la Pologne. Les Bretons se trouvèrent une nouvelle fois en première ligne puisque la 21<sup>e</sup> D.I., habituellement cantonnée en Bretagne, fut envoyée dans cette zone d'opération.

Sur mer, la guerre fut un peu plus active. Beaucoup de Bretons étaient mobilisés dans la « Royale » (un arrêté ministériel du 9 septembre 1939 réquisitionnait les marins de commerce) et participèrent à plusieurs combats ainsi qu'à la campagne de Norvège. Celle-ci avait été décidée par les Britanniques et les Français pour « couper la route du fer » aux Allemands qui venaient d'occuper la Norvège ; cette campagne avait fait l'objet de nombreuses tractations entre les Alliés. Le 24 avril 1940 appa-

reillaient du port de Brest 30 bateaux de guerre, 15 paquebots et 20 cargos transportant 15 000 hommes, parmi eux des Polonais regroupés dans une même brigade. Elle s'était formée après la défaite et l'occupation de la Pologne (26 septembre 1939) ; cantonnée à Coëtquidan elle comprenait des mineurs polonais du nord de la France et des officiers ayant pu s'évader de Pologne.

Par ailleurs, la mission des bâtiments basés à Lorient et à Brest était de protéger les convois de matériel britannique, mais il leur fut attribué une autre mission, à savoir embarquer le stock d'or de la Banque de France (1 900 tonnes), l'or belge (200 tonnes) et l'or polonais (75 tonnes). Ce précieux métal permettait de garantir la monnaie mais il était aussi destiné à payer les Etats-Unis selon les principes de la loi *cash and carry*, c'est-à-dire « payer et emporter » (4 novembre 1939) ; cette loi permettait à tout pays d'acheter n'importe quels produits américains (y compris des armes) à condition de les payer au comptant et de les transporter sur ses propres navires, ce qui avantageait la France et le Royaume-Uni. Un premier chargement d'or était déjà parti le 11 décembre 1939 de Brest sur le « Dunkerque ». L'opération de juin 1940 était beaucoup plus importante puisqu'elle concernait la totalité du stock d'or français. L'embarquement de l'or commença à Brest dès la mi-mai ; le plus gros convoi partit à la mi-juin : cinq navires appareillèrent de Brest et un sixième de Lorient. Ils atteignirent Casablanca le 23 juin.

Ainsi sur terre comme sur mer, de nombreux Bretons mobilisés se retrouvèrent en première ligne alors que pendant cette « drôle de guerre » (septembre 1939-mai 1940) l'ensemble du front était très calme au point qu'en novembre 1939, le président de l'UNC (Union Nationale des Combattants) de Lorient demandait des binious et des bombardes pour distraire les soldats du front (appel qui fut entendu). On peut ainsi remarquer que le caractère maritime de la province conduisit à une activité militaire un peu plus intense qu'ailleurs. Quelles répercussions la déclaration de guerre avait-elle eues sur la population civile ?

#### *Des civils peu concernés?*

Depuis le début de la guerre, la vie politique en Bretagne comme ailleurs était un peu entrée en léthargie à la fois parce que les yeux s'étaient tournés vers la guerre elle-même plus que vers les problèmes de politique intérieure, mais aussi parce que la censure militaire veillait. Toute la presse écrite et radiodiffusée était censurée. Toutefois, le seul problème de politique intérieure qui agitait l'opinion à ce moment

était l'attitude du PCF. Après la signature du pacte de non-agression germano-soviétique (23 août 1939) et plus encore après l'entrée de l'Armée Rouge en Pologne (17 septembre 1939), les articles de journaux étaient tous violemment antisoviétiques et anticommunistes, en particulier la presse nationale et régionale approuvait la décision du gouvernement de dissoudre, le 26 septembre 1939, le parti communiste et les organisations qui lui étaient liées ; seuls les journaux de la SFIO à l'instar de Léon Blum désapprouvèrent cet acte considérant qu'il ne fallait pas donner au PCF l'auréole du martyr. Quoi qu'il en soit cette politique anticommuniste du gouvernement Daladier eut des prolongements en Bretagne. En effet, la loi du 20 janvier 1940 prononçait la déchéance des élus communistes qui, dès lors, ne pouvaient plus légalement exercer leurs fonctions d'élus. Les Côtes-du-Nord et le Finistère étaient les seuls départements bretons à avoir des élus communistes ; de ce fait, ils furent particulièrement touchés. Dans les Côtes-du-Nord, 4 conseillers municipaux furent déchus de leur mandat au début de 1940 et dans le Finistère 47 élus (conseillers municipaux, conseillers généraux, maires) furent déchus de leur mandat par un décret de mars 1940 ; dans ce dernier département, il s'agissait principalement des communes de Concarneau et du Guilvinec.

Si la dissolution du PCF et la déchéance de ses élus concernaient toute la France, l'évolution du mouvement breton pendant cette période lui était évidemment spécifique. Il est très difficile de connaître l'ampleur exacte de son impact sur la population. Toujours est-il que ce mouvement très divisé comprenait aussi bien des organisations strictement culturelles que des organisations politiques représentant un éventail d'opinions assez large allant du régionalisme à la volonté de devenir indépendant dans la légalité ou par la violence. Or, une fraction très minoritaire du PNB (Parti National Breton) favorable à l'indépendance se rattachait par son idéologie au nazisme et cette tendance était incarnée par O. Mordrel et F. Debauvais. Tous deux décidèrent en août 1939 de quitter la France pour reprendre contact avec les services de l'*Abwehr* ; ils arrivèrent en Allemagne le 29 août 1939 où ils étaient attendus par le docteur Hans-Otto Wagner qui quelques années plus tôt les avait introduits dans les milieux officiels nazis. Dès lors, la compromission du PNB avec l'Allemagne nazie, ennemie de la France, parut évidente au gouvernement français ; aussi, sa dissolution fut-elle décrétée le 20 octobre 1939 par Daladier, président du Conseil. Cette dissolution entraîna des perquisitions et des arrestations ; les biens du PNB furent saisis, les archives brûlées. D'Allemagne, Debauvais et Mordrel dénoncèrent dans une déclaration les persécutions contre les Bretons et proclamèrent

leur volonté d'indépendance. Mais cet appel ne pouvait masquer que les deux hommes étaient en réalité coupés de la Bretagne et de sa population dont ils ignoraient les réactions, si bien que cet appel n'eut pas ou peu d'échos même dans la Bretagne bretonnante. Le tribunal militaire de Rennes les condamna à mort par contumace. En revanche, les services allemands (services secrets et ministère des Affaires étrangères) étaient beaucoup plus réceptifs — du moins certains d'entre eux — aux revendications de Mordrel et de Debauvais et leur firent entrevoir en cas de défaite de la France la possibilité pour la Bretagne d'accéder à l'autonomie dans le cadre de l'Europe nouvelle dominée par le III<sup>e</sup> Reich, ce qui apparaissait comme un premier pas vers l'indépendance. Ces espérances qui leur étaient données, confortèrent Mordrel et Debauvais dans la justesse de leur analyse.

Ainsi à quelques exceptions près, la vie politique bretonne connaissait une certaine torpeur pendant la drôle de guerre tout comme la vie syndicale, ne serait-ce qu'en raison de la désorganisation subie par les syndicats du fait de la mobilisation.

Jusqu'au 10 mai 1940, la population ressentit peu la guerre dans sa vie quotidienne ; certes, le départ du chef de famille nécessita une période d'adaptation mais rapidement chacun s'organisa et des organismes d'entraide furent créés ; par exemple, un comité d'œuvres de guerre fut mis en place dès le 20 octobre 1939 à Lorient. La guerre était également « visible » par la mise en place de la Défense passive avec des exercices d'alerte en décembre 1939 à Lorient et à Vannes, en février 1940 à Rennes. Après deux ou trois mois de « drôle de guerre », la population ne voyait plus l'intérêt de ces exercices. Elle supportait encore moins bien les réquisitions parce qu'elles imposaient des restrictions qui lui semblaient inutiles du fait de l'inexistence ou de la quasi-inexistence des opérations sur le front. La population ne percevait les rares mesures dues au temps de guerre que comme des contraintes insupportables, qu'il s'agît de la Défense passive ou des premières mesures d'économie de guerre. Progressivement l'administration introduisit des mesures de rationnement en matière alimentaire. Le Finistère connut les premiers rationnements pour la vente de la viande dès décembre 1939, puis vint le tour du charbon en février-mars 1940 à cause d'une pénurie née des rigueurs de l'hiver. Ce fut en avril 1940 que commença le recensement pour les cartes d'alimentation qu'il était prévu de distribuer le mois suivant.

Un des rares signes montrant que le pays était en guerre, fut l'arrivée de réfugiés avant même le 10 mai 1940. En effet vivant dans le souvenir de la Première Guerre mondiale, croyant qu'une nouvelle

La population active du secteur secondaire .....	360
L'évolution de la population active du secteur tertiaire .....	361
<b>B - Les transformations de l'industrie</b> .....	363
Caractères généraux du développement industriel .....	363
Les décentralisations industrielles jusqu'en 1975 .....	367
Les restructurations industrielles depuis 1975.....	369
<b>C - Les moyens de communication</b>	
<b>et le commerce extérieur</b> .....	378
Le réseau ferroviaire .....	378
Le trafic routier .....	380
Le trafic aérien .....	382
L'aménagement des ports et le commerce maritime.....	383
<b>D - Mutations et croissance du secteur tertiaire</b> .....	387
Mutations socio-professionnelles .....	388
Le tourisme .....	392
<b>E - La maîtrise de la croissance urbaine</b> .....	404
Les nouveaux moyens des maires.....	405
Le développement des préfectures régionales .....	407
La croissance des autres villes bretonnes .....	411
Bibliographie .....	416

### CHAPITRE III : RUPTURES ET PERMANENCES (1965-1989)

société, politique et culture .....	419
<b>A - L'évolution de la population bretonne</b> .....	419
Le mouvement naturel .....	420
Les mouvements migratoires.....	423
<b>B - L'entrée dans la société de consommation</b> .....	425
<b>C - Mouvements sociaux</b> .....	428
Mai 1968.....	430
Evolution des syndicats .....	439
Les conséquences de mai 68 et les préoccupations écologistes ..	441
<b>D - De l'originalité à l'alignement politique ?</b> .....	444
Les référendums.....	444
Les élections législatives .....	445
Les présidentielles .....	449
Elections régionales et municipales.....	452
Mouvement breton.....	461
<b>E - Affaiblissement de l'identité catholique</b>	
<b>et préservation de l'identité culturelle ?</b> .....	465
L'école privée confessionnelle toujours aussi puissante ? .....	471

Une presse régionale partiellement héritière de la démocratie chrétienne .....	473
Préservation de l'identité culturelle.....	474
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>478</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>480</b>
<b>Liste des abréviations .....</b>	<b>483</b>
<b>Index .....</b>	<b>487</b>